

<https://ricochets.cc/Les-milices-du-Capital-et-de-l-Etat-nasse-illegale-de-8-heures-tabassage-dans-un-immeuble-ecologistes-cibles.html>



# Les milices du Capital et de l'Etat à l'oeuvre : nasse illégale de 8 heures, tabassage dans un immeuble...



- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 31 mai 2024

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

« La-démocratie » est une invention géniale, car les dominés et exploités financent les agents qui les répriment et maltraitent à tour de bras.

Et toute atteinte sérieuse à l'Ordre établi devient de la délinquance terroriste et factieuse envers la « république-démocratique » puisque les dominants et les milliardaires répètent qu'on « est en démocratie » ! Si « la-démocratie » n'existait pas, les tyrans, oligarques et milliardaires s'empresseraient de l'inventer.

Sous le régime de la tyrannie macroniste, la flicaille se déchaîne encore plus et franchit chaque année, chaque mois, voir chaque semaine, de nouveaux paliers d'innovations répressives. **La France est même numéro 1 en Europe pour la répression des militants écologistes.**

Quelques exemples récents :



Les milices du Capital et de l'Etat à l'oeuvre : nasse illégale de 8 heures, tabassage dans un immeuble...

## à ACTION CHEZ TOTAL, NASSE DE 8 HEURES ET ARRÊTATIONS DE MASSE

► Récit -

C'est le grand rendez-vous annuel depuis quelques années maintenant : actionnaires du pétrole et écologistes se font face lors de l'Assemblée Générale de Total pour confronter leur monde : celui de l'apogée du capitalisme, de la primauté des profits au détriment des droits humains les plus basiques, contre celui de défense du vivant, et du climat. Cette année encore, certain.es n'ont pas hésité à faire le chemin depuis les 4 coins de la planète pour le démontrer. Depuis l'Ouganda notamment, où Total a exproprié des centaines de milliers de personnes afin de réaliser une énième bombe climatique - le plus grand oléoduc chauffé au monde, EACOP - ou le Pérou avec Marisol Apagüeno, représentante du peuple amazonien kichwa massivement exproprié de ses terres, venue interpellé Total sur ses activités criminelles.

Ce vendredi 24 mai 2024, le dispositif de « maintien de l'ordre », ou de défense des intérêts du capital face à l'intérêt général diront certain.es, a forcé les militant.es à se diriger vers une autre cible : Amundi, gestionnaire d'actifs et 1er actionnaire de Total, dont l'Assemblée Générale se tenait le même jour.

Plusieurs centaines de personnes déterminées se sont donc retrouvées devant cette tour du 15<sup>e</sup> arrondissement afin de faire valoir leurs revendications. Elles sont simples : l'abandon des bombes climatiques et sociales de Total à travers le monde, l'arrêt du financement de nouveaux projets fossiles, la fin immédiate des violations de droits humains et d'accaparement des terres et des ressources et enfin le démantèlement de Total.

Une partie d'entre elles et eux, vêtus de combinaisons blanches, a réussi à s'introduire à l'intérieur du siège malgré la présence de vigiles violents, afin de mettre en lumière les crimes de ces entreprises. « Total assassin, Amundi complice » peut-on lire sur les murs et les vitres après leur passage, ou encore « argent facile argent fossile » et « stop EACOP ». A l'arrivée des forces de répression, les militant.es refluent à l'extérieur, pour se retrouver pris.es dans une nasse. Il est 11h15, ils et elles ne savent pas encore que cette dernière, de manière totalement illégale, va durer près de 8h. Pour rappel, la pratique de la nasse a été condamnée à de nombreuses reprises pour son caractère illégal. Le 8 février 2024, la France était même condamnée par la cour européenne des droits de l'homme pour une nasse policière à Lyon datant de 2010.

L'ambiance est plutôt joyeuse, les militant.es en ont malheureusement l'habitude : on chante, on danse, des prises de parole de populations directement touchées sont entendues. Les slogans sont un joyeux mélange d'anticolonialisme, de défense du vivant et du climat, d'antifascisme. **De son côté, la police a commencé sa vilaine besogne : sous les huées des militant.es scandant « police nationale, milice du capitale », elle procède aux premières interpellations. Ces dernières atteindront un nombre hallucinant, encore assez difficile à déterminer : plusieurs dizaines, voire près de 200, pour des motifs parfois inexistantes.** Les flics attrapent celles et ceux qui ont le malheur de s'écarter de leurs camarades.

**Les scènes de violence policières s'enchaînent : coups de genoux dans les côtes de militant.es traînées par les bras, coup de poing au visage de militant.es au sol.** Certain.es en larmes et choqué.e.s par cette violence, sont mises dans des bus de la police, pour être envoyé.e.s dans des commissariats aux 4 coins de Paris et de sa banlieue. La mission est claire : faire peur, et arrêter un maximum de monde pour pouvoir procéder à un fichage avant les Jeux Olympiques de la honte. La preuve : une grande partie des camarades arrêté.e.s seront relâché.e.s avant même d'être auditionné.e.s, au bout de quelques heures, mais pas avant d'avoir pris leur identité et leurs empreintes....

D'autres ont d'ailleurs été prévenues par la police : « n'essayez pas de faire ça pendant les JO, on ne laissera rien passer » assure l'un d'entre eux. Un bon nombre de garde à vue sera même annulée pour vice de procédure. Mais la légalité, cela fait un bon moment que le pouvoir macroniste l'a piétinée. Certaines interpellations sont lunaires : une personne atteinte de cécité et se déplaçant de ce fait avec une canne a été apostrophée par un policier : sa canne est considérée comme une arme.... À quand l'interdiction des fauteuils roulants en cellule ? **Une vingtaine de personnes sont parquées dans un bus sans accès à des toilettes ou à de la nourriture et sans se voir notifiée de leurs droits, avant d'être conduite dans des commissariats à minuit, après 8h dans le bus...**

Du côté de la nasse, à 15h15 le décompte est lancé : le délai de 4h sera-t-il respecté ? Et non, toujours sans information, l'encerclement se poursuit. Pas d'accès à des toilettes pour elles et eux non plus. Mais on s'organise : des militant.es se mettent en cercle, bâche au milieu, afin de permettre aux envies pressantes de se soulager. La faim et la soif commencent à se faire sentir malgré le partage de ce que chacun.e avait emmené en prévision.

Les sympathisant.es viennent grossir les rangs des spectateur.ices qui soutiennent les nassé.e.s. Ils et elles tentent de faire passer du ravitaillement, sans succès. Il faudra attendre l'arrivée de la députée Sandrine Rousseau pour que cette dernière puisse faire passer de l'eau et de la nourriture. Un ravitaillement plus conséquent, fait par d'autres camarades, aura lieu mais à... 19h soit après 8h.

Durent cet enfermement à ciel ouvert ouvert, les militant.es ne cessent de réclamer des précisions sur la situation :

s'agit-il d'un contrôle d'identité ? D'une garde à vue ? Après de nombreuses heures, on leur fait savoir qu'ils sont en garde à vue, ce qui est donc complètement illégal puisque une garde à vue doit être notifiée dans les 30 minutes suivant la privation de liberté. On leur annonce qu'ils vont être conduit.es une par un.e dans des commissariats. « La nasse est illégale » continuent-ils de chanter, toujours aussi joyeusement, malgré la fatigue qui commence à se faire sentir.

La police tente de négocier avec les militant.es : on vous laisse partir sans aller au commissariat si vous donnez votre identité. Vulgaire piège pour réussir leur fichage, mais la nouvelle est tombée vers 18h : le Conseil Constitutionnel a été saisi pour constater le caractère illégal de cette nasse. À court de solution, la police finit par lâcher : ce sera libération immédiate de tout.es les personnes encore présentes, au nombre de 200. Tout le monde explose de joie, et se donne rendez-vous pour aller soutenir les camarades parti.es en garde à vue. Certain.es y passeront la nuit, et il est à l'heure actuelle impossible de savoir combien seront prolongés.

**La répression brutale des militant.es écolo-terroriste-islamo-gauchistes semble bien être devenue la norme. Total, à l'année prochaine !**

## **%oLYON : LA POLICE GÂCHE LE CARNAVAL**

**Depuis son invention il y a des siècles, le carnaval est un moment de défoulement populaire, de révolte, de renversement des valeurs établies. On nomme un faux « roi » temporaire, on se déguise, on inverse les genres et les rôles, on fait la fête et on brûle les idoles. Le capitalisme contemporain a détruit le sens des carnivals, qui sont devenus des processions encadrées, touristiques et sinistres, contrôlées par les autorités.**

Dans plusieurs villes, la population tente de faire perdurer le véritable esprit du Carnaval : à Montpellier, Marseille, Rezé au sud de Nantes ou encore Lyon. Mais ce Carnaval populaire et insoumis n'est plus admis par la modernité. Qu'à cela ne tienne, ils se passent des autorisations.

C'était le cas hier, vendredi 25 mai à Lyon. Un Carnaval « contre les Jeux olympiques, la guerre en Palestine et les réformes de Macron » était annoncé entre le plateau de la Croix-Rousse et la place des Terreaux, dans le centre-ville de Lyon. La préfète s'est empressée de l'interdire pour « risque de trouble à l'ordre public ».

Mais Lyon, c'est aussi la ville qui a donné naissance à la marionnette Guignol : ce personnage populaire créé par un ancien Canut, qui pousse des jurons, dénonce des injustices et donne des coups de bâton au gendarme Flageolet. Et la ville s'est montrée à la hauteur de son histoire.

L'année dernière déjà, le carnaval avait eu lieu en plein mouvement sur les retraites, et avait été inflammable et crépitant. En 2024, une importante foule a déambulé pendant deux heures dans la ville, malgré les provocations répétées de la police.

Les forces de l'ordre ont tout fait pour gâcher la fête, sans réellement y parvenir jusqu'en fin de soirée, où la profusion de grenade lacrymogènes a contraint les derniers carnavaliers à se disperser...

▶ vidéo : <https://fb.watch/si5UkmJ9uE/> ¥ : @bismuthback69, @69ADK\_

## **4GENNEVILLIERS : SAUVAGERIE POLICIÈRE CONTRE LE MOUVEMENT ÉCOLOGISTE**

- ▶ Plus de 200 arrestations en 24H -

**Tir de grenade explosive sur des fuyards. Écologistes frappés et menottés face contre terre, en attendant d'être raflés vers des commissariats. Individu en civil armé, avec T-shirt en lettres gothiques. LBD braqué à quelques centimètres de la tempe d'une personne plaquée au sol. Genou sur la gorge. Ces images ne viennent pas d'une dictature lointaine, mais bien la France de 2024.**

Ce samedi 25 mai, une manifestation écologiste avait lieu à Gennevilliers, en banlieue parisienne, contre le projet "Greendock". Une grande plateforme logistique bétonnée qui n'a rien de "green", visant à renforcer les flux de marchandise à proximité de la capitale, engendrant toujours plus de trafic et de pollution.

**La mobilisation a rassemblé plus de 2000 personnes dans la bonne humeur, jusqu'à ce que la police lance une attaque sauvage. Alors qu'une partie du cortège traversait le parc de la ville pour atteindre la zone logistique du port de Gennevilliers, des assauts à coups de grenades et de balles en caoutchouc ont été lancés, visant à terroriser et à arrêter le maximum de personnes.**

54 personnes ont été placées en garde à vue pour « participations à un attroupement », au prétexte que quelques poubelles ont été renversées.

Autant dire qu'en deux jours, le bilan est lourd pour les luttes écologistes. Vendredi, 175 personnes étaient placées en garde à vue lors d'une action contre Total, lors d'une nasse policière ayant duré 8 heures. 2 personnes sont déférées suite à ces arrestations de masse. **Avec la répression d'aujourd'hui, cela porte donc le bilan à 224 interpellations en 24H en île de France pour briser les justes revendications visant à préserver la nature.**

En 2021, Macron osait déclarer : « N'ayons pas honte de l'héritage que nous laisserons à nos enfants. L'écologie est le combat du siècle ». Il peut avoir honte.

- ▶ vidéo : <https://fb.watch/si6RuNZCzE/>

(posts de Contre Attaque)

## Répression policière des militants écolos : « La France est le pire pays d'Europe »

- ▶ [Répression policière des militants écolos : « La France est le pire pays d'Europe »](#) - Depuis 2022, Michel Forst est rapporteur spécial sur les défenseurs de l'environnement aux Nations unies. Depuis ce poste, il observe et protège les militants écologistes face à une répression grandissante. (...) « La répression s'abat avec beaucoup de violence sur tous les mouvements de libertés »
- ▶ Nouvel exemple : [« Un coup de pression » : 10 opposants à l'A69 placés en garde à vue](#) - Dix opposants à l'autoroute A69 ont passé une journée en garde à vue le 30 mai à la gendarmerie de Castres. Relâchés sans poursuites, ils dénoncent « un coup de pression » avant la mobilisation des 8 et 9 juin.

## 1er mai à Lyon : la police a-t-elle le droit de tabasser les manifestants jusque dans les immeubles ?

### ► [1er mai à Lyon : la police a-t-elle le droit de tabasser les manifestants jusque dans les immeubles ?](#)

Comme souvent lors des 1er Mai à Lyon, la police a été particulièrement violente. En s'introduisant cette fois dans les parties communes d'un immeuble pour tabasser des manifestant-es, elle a encore repoussé les frontières de l'arbitraire policier.

Que s'est-il passé le 1er mai peu avant midi, place Victor Basch à Lyon ? D'après plusieurs témoignages, des manifestant-es auraient été frappé-es par des policiers à l'intérieur d'une cage d'escalier. Bilan : des hématomes aux jambes, aux fesses, sur le nez et à l'oeil, trois jours d'ITT, au moins une plainte déposée. Et cette question : quel insecte a piqué l'équipe de policiers qui s'est introduite dans l'immeuble situé au n°5 pour distribuer des coups pendant plusieurs minutes - mais sans procéder à aucune interpellation ?

(...)